



Empowered lives.
Resilient nations.

UNDP Africa Policy Note

Vol 1, N° 2, 10 Octobre 2014

La maladie à virus Ebola (EVD) inflige de lourdes pertes de revenus aux ménages en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone

Contexte

1. Le virus Ebola constitue désormais un des défis les plus complexes en matière de développement auxquels la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone se trouvent confrontés. Au 22 septembre 2014, on a dénombré 5 800 cas confirmés et 2 800 décès¹ liés à la maladie et la tendance était à la hausse. Le Libéria a été le pays le plus durement touché par l'épidémie (1 698 cas déclarés et 871 décès), devant la Sierra Leone (1 216 cas déclarés et 476 décès) et la Guinée (771 cas déclarés et 498 décès). Le taux moyen de létalité a varié entre 39,14 pour cent en Sierra Leone et 64,59 pour cent en Guinée, les personnels de santé étant également touchés par le virus. En moins de huit mois, le nombre de morts causés par la flambée de la maladie à virus Ebola a dépassé celui de l'ensemble des décès liés au virus comptabilisés entre 1976 et 2008, soit sur une période de 32 ans. Le nombre global de décès a représenté plus de 54 pour cent des cas confirmés à l'échelle de ces trois pays, dont l'interdépendance a considérablement compliqué les mesures de confinement. Par ailleurs, loin de rester confinée à ces trois pays, la maladie à virus Ebola s'est étendue à la République démocratique du Congo, au Nigéria, au Sénégal, à l'Europe et à l'Amérique.
2. Le déclenchement de la maladie et l'incapacité à contenir celle-ci sont liés à la faiblesse des capacités institutionnelles et infrastructurelles dans les pays touchés, notamment la carence des systèmes de santé, les mouvements migratoires et la libre circulation des personnes, la persistance de la fragilité caractérisée par une infrastructure sociale instable ainsi que les pratiques socioculturelles en vigueur. Malgré l'intensification des efforts nationaux et internationaux mis en œuvre pour endiguer la maladie à virus Ebola, celle-ci n'a pas encore été contenue. De plus, elle continue à menacer les activités économiques, la productivité, les moyens de subsistance et l'emploi dans les trois pays de l'épicentre. Les pertes humaines, la morbidité, les restrictions, les comportements de panique et d'aversion émanant des ménages, des

¹ Voir la [base de données de l'Organisation mondiale de la santé sur le virus Ebola](#).

opérateurs du marché et des investisseurs ont de graves répercussions sur les revenus des ménages.

Perte des revenus des ménages

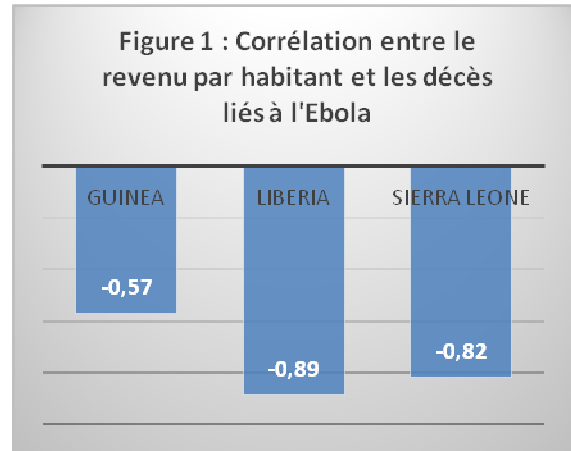
3. Si elle n'est pas efficacement contenue et gérée, la flambée de maladie à virus Ebola risque d'inverser la plupart des gains économiques et sociaux réalisés ces dix dernières années, y compris sur le front des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Entre 2000 et 2013, ces trois pays ont en effet connu des taux de croissance annuelle moyens respectivement de 2,79 pour cent pour la Guinée, de 8,21 pour cent pour la Sierra Leone et de 10,18 pour cent pour le Libéria. Cependant, l'effet nuisible du virus Ebola sur la croissance économique de ces pays commence à se faire sentir. L'impact à court terme de la maladie sur le produit intérieur brut a été estimé respectivement à 2,1 points de pourcentage en Guinée (réduction de la croissance de 4,5 à 2,4 pour cent), 3,4 points de pourcentage au Libéria (réduction de la croissance de 5,9 à 2,5 pour cent) et 3,3 points de pourcentage en Sierra Leone (réduction de la croissance de 11,3 à 8 pour cent). Le manque à gagner représente 359 millions de dollars des États-Unis à prix constants de 2014. Cependant, si le virus Ebola n'est pas contenu, ces estimations risquent de s'élever à 809 millions de dollars des États-Unis pour ces seuls trois pays. Au Libéria, pays le plus durement touché par l'épidémie, un scénario « supérieur » pourrait faire reculer la production intérieure de 11,7 points de pourcentage en 2015 (soit une chute spectaculaire du taux de croissance de 6,8 pour cent à -4,9 pour cent)².
4. La perte de production et de productivité à court et moyen terme due au ralentissement considérable des activités économiques induit par Ebola exerce des effets dévastateurs sur les moyens de subsistance, les emplois et les revenus liés aux ménages. Cela pourrait entraîner une incidence négative sur la santé de ces derniers, sur la fréquentation et les résultats scolaires de leurs enfants et pupilles ainsi que sur l'état de la pauvreté et la situation globale des OMD dans les pays exposés. D'autre part, la morbidité et la mortalité pourraient également faire peser de graves menaces sur les revenus des ménages, surtout lorsque le soutien de famille ou le chef de ménage vient à décéder ou tombe gravement malade. Cela ne conduit pas seulement à une perte de productivité, mais engendre aussi un taux de dépendance économique élevé. Il s'ensuit une augmentation du degré de vulnérabilité des ménages, qui risque d'accroître le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Certains effets indirects aggravent encore cette réalité. En effet, la stigmatisation qui accompagne la propagation de l'épidémie dans ces trois pays crée une discrimination à l'encontre des ménages et des communautés contaminés par le virus Ebola, qui subissent de plein fouet le rejet de tous ceux qui cherchent désormais à les

² Voir la page de la Banque mondiale consacrée au virus Ebola, disponible sur : <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/09/17/ebola-economic-impact-serious-catastrophic-swift-response-countries-international-community-world-bank>

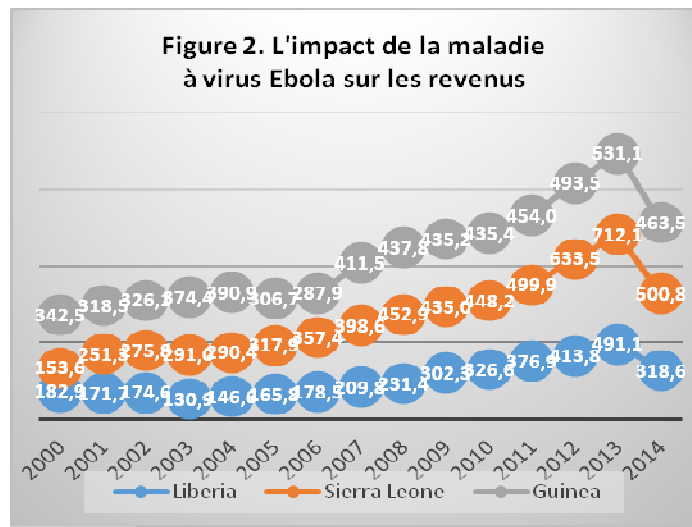


éviter, qu'il s'agisse de voisins, de chauffeurs ou de marchands. En conséquence, cela réduit, dans une large mesure, l'accès à l'alimentation et aux services de base de ces populations.

5. La force et la direction de la relation linéaire entre les revenus des ménages (calculés sur la base du revenu par habitant) d'une part, et la mortalité et la morbidité associées au virus Ebola d'autre part, sont très accentuées dans les trois pays précités³. La direction de la relation y est négative dans les trois cas, mais d'une intensité supérieure au Libéria d'abord, puis en Sierra Leone (Figure 1). L'incidence élevée du virus Ebola est associée à une réduction substantielle des revenus des ménages. À titre d'exemple, le comté de Lofa, l'une des zones les plus fortement affectées au Libéria, est autosuffisante en riz et produit 20 pour cent de la riziculture à l'échelle du pays⁴. Pourtant, le taux élevé de morbidité et de mortalité ainsi que les restrictions de mouvement imposées à la population empêchent la plupart des agriculteurs de récolter leurs produits, ce qui leur coupe l'accès à leur moyen de subsistance et les prive de tout revenu potentiel.



6. Les gains enregistrés au titre des revenus des ménages au cours des quinze dernières années ont été réduits à néant par le virus Ebola (Figure 2). La Guinée, le Libéria et la Sierra Leone avaient connu une nette amélioration de leur niveau de revenu par habitant depuis 2001, dont le taux annuel moyen était respectivement de 4,33 pour cent en Guinée, de 8,74 pour cent au Libéria et de 13.50 pour cent en Sierra Leone. Les



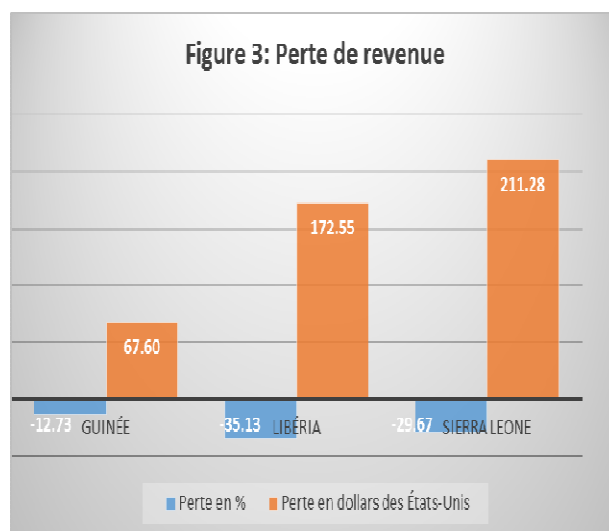
³ La mesure de la force de l'indice de corrélation est comprise entre 0 et 1, elle est d'autant plus intense qu'elle se rapproche de 1. Le signe (+ ou -) indique la direction de la relation.

⁴ Voir l'article de Patrick Hettinger, intitulé « Au-delà de la crise sanitaire, l'économie libérienne durement touchée par l'Ebola », disponible sur : <http://www.afdb.org/fr/blogs/measuring-the-pulse-of-economic-transformation-in-west-africa/post/beyond-the-health-crisis-ebola-hits-liberias-economy-hard-13431/>



flambées épidémiques de maladie à virus Ebola se sont traduites, en seulement six mois, par une chute brutale des revenus des ménages dans les pays touchés, tout à tour de -35,13 pour cent au Libéria, de -29,67 pour cent en Sierra Leone et de -12,73 pour cent en Guinée (Figure 3).

- Les chocs liés aux revenus risquent de rendre les populations plus vulnérables et d'inverser les gains réalisés en matière de réduction de la pauvreté dans certains de ces pays. Par exemple, la diminution de la pauvreté, passée de 92,61 à 43,31 pour cent en Guinée entre 1991 et 2007 pourrait ainsi s'inverser. Une tendance similaire est également constatée en Sierra Leone. L'impact de la perte de revenu par habitant varie selon les catégories de revenus, le fardeau le plus lourd étant supporté par les citoyens appartenant au quintile de niveau de vie le plus bas. En adoptant la ligne de pauvreté absolue, établie à 1,25 dollar des États-Unis par jour, comme point de référence, « l'équivalent d'une journée » de perte de revenu par habitant dans ces trois pays s'avère être beaucoup plus significatif. Pour les personnes vivant déjà en marge de la ligne de pauvreté absolue (1,25 dollar des États-Unis par jour), cela se traduit par un déficit de revenu qui prive ces populations de produits de base pendant 54 jours en Guinée, 138 jours au Libéria et 169 jours en Sierra Leone.



- La perte des récoltes accusée par les agriculteurs, la diminution du trafic de passagers ressentie par les opérateurs de transport, la fermeture temporaire et occasionnelle des marchés, les opérations bancaires partielles, les restrictions totales de mouvements imposées aux artisans, la fermeture des bureaux du gouvernement et la mise à pied des travailleurs dans les mines et autres entreprises sont autant de vecteurs de la perte substantielle des revenus des ménages. Par ailleurs, la tendance haussière des prix dans ces pays exerce des effets non négligeables sur le revenu réel des ménages, dont le pouvoir d'achat est fortement pénalisé.

Conclusions clés

- Les effets induits par la maladie à virus Ebola sur les revenus sont considérables et pourraient saper les avancées enregistrées sur le front des OMD au cours des dix dernières années, en particulier dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de la sécurité alimentaire, de l'éducation et de la santé maternelle et infantile. La forte chute des revenus des ménages,



accusant une baisse de 12,00 à 35,00 pour cent, est une source de mécontentement susceptible d'inverser encore plus les progrès accomplis en matière de consolidation de la paix, de renforcement des capacités nationales et de stabilisation en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. La gravité de la situation exige des actions urgentes pour arrêter l'épidémie et répondre aux défis considérables que celle-ci impose aux communautés et aux personnes, notamment en termes de perte de revenus, de moyens de subsistance et d'emplois. La régénération des moyens de subsistance, les aides au revenu et les programmes de protection sociale doivent être institutionnalisés dans les communautés durement touchées. Il appartient aux gouvernements concernés d'identifier les canaux directs et indirects à travers lesquels la maladie à virus Ebola affecte les revenus des ménages (y compris par le biais de la stigmatisation) et d'instituer des programmes proactifs de sensibilisation pour éduquer et réorienter les communautés et les investisseurs sur toutes ces questions. Cette démarche doit être complétée par un renforcement des capacités à traiter les personnes touchées, fournir les services essentiels et prévenir la propagation de la maladie à virus Ebola dans de nouvelles régions.

